

Profil sectoriel

Aliments et boissons

UNIFOR DANS LE SECTEUR DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

Unifor représente 13 000 membres répartis dans 89 unités de négociation dans l'industrie de la production et de la transformation des aliments et des boissons. Sur le plan géographique, plus de 60 % des membres se trouvent en Ontario, 21 % dans la région des Prairies et en Colombie-Britannique, et 11 % dans la région de l'Atlantique, le reste travaillant au Québec.

Les cinq plus grands employeurs représentés par Unifor dans l'industrie des aliments et des boissons, soit la Compagnie d'embouteillage Coca-Cola Canada, The Original Cakerie, Saputo, PepsiCo et Lactalis, représentent environ 30 % des effectifs totaux d'Unifor dans ce secteur.

Employeurs d'Unifor	Nombre approx. de membres
Compagnie d'embouteillage Coca-Cola Canada	1 200
The Original Cakerie	820
Saputo	725
PepsiCo	620
Lactalis	530

Faits et chiffres du secteur

EXTRANTS

PIB sectoriel	37,1 G\$
Part du PIB canadien	1,9 %

COMMERCE

Exportations	59,8 G\$
Importations	51,2 G\$
Dépendance à l'égard des exportations	34,5 %
Dépendance à l'égard des États-Unis	27,6 %
Solde des échanges extérieurs	+8,6 G\$

EMPLOI

Emploi total	317 400
Évolution sur 10 ans	24,9 %
Pourcentage de travailleurs à temps partiel	8,9 %
Salaire horaire moyen	32,25 \$/h
Évolution sur 10 ans du salaire réel	-8,3 %
Moyenne des heures travaillées par semaine	35,3

ENVIRONNEMENT

Émissions de gaz à effet de serre (2022)	6 574 kt
Évolution sur 10 ans	+9,5 %
Part du total de l'industrie canadienne	1,04 %

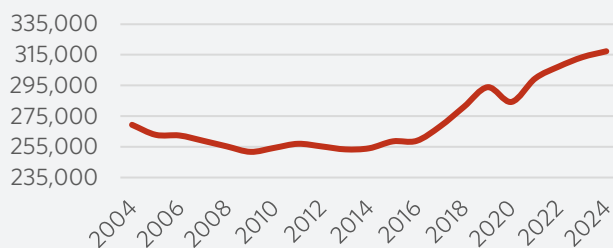
MAIN-D'ŒUVRE

Taux de couverture syndicale	27,0 %
Membres d'Unifor dans l'industrie	13 000
Part du nombre total de membres d'Unifor	4,1 %
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	89

SITUATION ACTUELLE

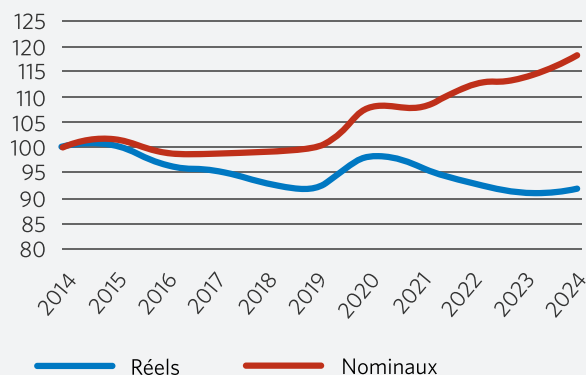
L'industrie de la production et de la transformation des aliments et des boissons continue de croître rapidement, le total des expéditions atteignant près de 170 milliards de dollars en 2024, une hausse de 44 % depuis 2019. Ensemble, les expéditions d'aliments et de boissons représentaient un cinquième de toutes les ventes du secteur de la fabrication en 2024, en faisant le plus grand sous-secteur manufacturier. L'essor des ventes a permis à l'industrie de contribuer 37 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) national, soit un peu moins de 2 % de la production économique totale du Canada, tout en portant les exportations à près de 60 milliards de dollars et en maintenant un excédent commercial largement positif de 8,6 milliards de dollars. La production de produits de viande représentait plus de 25 % des ventes totales de la production d'aliments et de boissons en 2024, la mouture de céréales et de graines oléagineuses, la production de produits laitiers et la boulangerie représentant chacun environ 11 %, suivies de la production de boissons à 9 % des ventes totales.

Emploi : 2004-2024



L'emploi dans le secteur de la production d'aliments et de boissons a connu une forte hausse au cours de la dernière décennie, un revirement spectaculaire pour une industrie qui a vu plusieurs fermetures d'usines très médiatisées au cours des années 2000.

Salaires nominaux vs salaires réels (2014 = 100)



Depuis 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie a augmenté de 25 %, quoiqu'une légère baisse ait été enregistrée au plus fort de la pandémie de COVID-19. Bien que la croissance de l'emploi ait quelque peu ralenti depuis la pandémie, l'industrie devrait continuer de stimuler la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier à la grandeur du pays.

ALLER DE L'AVANT : DÉVELOPPER LE SECTEUR DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

Les demandes des employeurs de l'industrie visant à doter les postes vacants en recourant à des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires, plutôt qu'en attirant la main d'œuvre en bonifiant les salaires et les avantages sociaux et en améliorant les conditions de travail, font partie des obstacles actuels au développement de l'industrie des aliments et des boissons. Toutefois, les prévisions de pénurie de main d'œuvre avancées par les secteurs se sont atténuées depuis que les taux de vacance moyens dans la production d'aliments et de boissons sont tombés respectivement à 2,4 % et à 1,7 % au troisième trimestre de 2024. Ces niveaux étaient nettement inférieurs à la moyenne de 3,2 % enregistrée dans l'ensemble des secteurs au cours de la même période.

Les bas salaires, en particulier pour les nouveaux travailleurs et travailleuses du secteur, continuent également de jouer un rôle dans le retard des salaires réels et le taux de rotation élevé, le salaire horaire moyen offert s'établissant à seulement 24,35 \$ pour la production d'aliments et à 22,40 \$ pour la production de boissons au troisième trimestre de 2024, contre une moyenne de 27,55 \$ pour l'ensemble de l'économie. Si le taux de syndicalisation de 27 % est favorable par rapport à de nombreux secteurs privés, la syndicalisation d'autres milieux de travail dans le secteur est l'un des meilleurs moyens de garantir que les salaires suivent l'inflation et d'améliorer les conditions de travail dans les entreprises de production d'aliments et de boissons.

La réussite de la transformation du secteur en un générateur d'emplois de qualité dépendra de la résolution des tensions commerciales actuelles avec les partenaires commerciaux du Canada, d'autant plus que les exportations représentent 34 % de toutes les expéditions d'aliments et de boissons. L'imposition de tarifs douaniers par la Chine sur le canola, le porc et

les produits de la mer canadiens, ainsi que les menaces persistantes de l'administration de Donald Trump d'étendre ses mesures tarifaires à l'économie canadienne comptent parmi les obstacles commerciaux pour le Canada. La transformation laitière canadienne est particulièrement vulnérable compte tenu des tentatives des États-Unis de démanteler le système canadien de gestion de l'offre laitière dans le cadre de négociations commerciales, alors que les exportateurs laitiers américains n'ont pas pleinement utilisé leurs quotas en franchise de droits dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique.

Recommandations en matière de développement du secteur

- Le gouvernement doit résister aux appels visant à élargir le recours aux travailleuses et travailleurs étrangers temporaires pour faire face à une prétendue pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie des aliments et des boissons. Les employeurs devraient plutôt bonifier les salaires et les avantages sociaux et améliorer les conditions de travail afin d'attirer la main d'œuvre.
- Il est crucial d'accroître la densité syndicale dans le secteur afin d'assurer une croissance des salaires réels et de meilleures conditions de travail.
- Le gouvernement fédéral doit négocier la fin des tarifs douaniers et des menaces tarifaires, y compris ceux imposés par la Chine et les menaces persistantes des États-Unis, qui ont tous les deux un impact sur le secteur compte tenu de sa dépendance relativement grande à l'égard des exportations.
- Tous les ordres de gouvernements doivent défendre vigoureusement le système canadien de gestion de l'offre, lequel joue un rôle essentiel dans l'expédition de produits laitiers et avicoles sûrs et de qualité à la population canadienne, tout en créant des emplois dans la production et la transformation des aliments.